

« On va vers plus de désertification »

Le 1^{er} janvier prochain, la trésorerie de Lignières fermera ses portes. Une décision contre laquelle s'élevaient les élus du canton et des cantons de Châteauneuf-sur-Cher et du Châtelet, réunis hier, lors d'une manifestation.

Vient de colérer hier dans le sud du Cher. Une colère des élus de trois cantons née de l'annonce, mi-octobre, de la fermeture de la trésorerie installée à Lignières dès le 1^{er} janvier. Après la suppression de celles du Châtelet et de Châteauneuf-sur-Cher, le choix de cette disparition fâche. D'autant plus que la trésorerie de Lignières est désormais la seule dans un rayon de 25 kilomètres.

À la tête d'un cortège qui réunissait une trentaine de manifestants hier, se trouvait Elisabeth Barbier, maire (SE) de Lignières. Elle juge la décision « inacceptable et incompréhensible ».

Une fermeture qui indigne et inquiète

« La suppression de ce service public indigné les élus et la population ! Avec la fermeture de la trésorerie, pour laquelle on a



DES PRÉSENTS ET DES ABSENTS. Les conseillers généraux de Lignières (D. J. Lignières) et de Châteauneuf-sur-Cher (M. P. Lignières) et de Châtelet (M. P. Lignières) se réunissent hier pour discuter de la fermeture de la trésorerie de Lignières.

obligé la commune de Lignières à faire des travaux il y a huit ans, près de douze mille personnes et vingt-sept municipalités vont être pénalisées », explique l'élue, qui pointe du doigt les trajets jusqu'à Saint-Amand qui devront désormais faire les habitants des cantons concernés pour se rendre à la trésorerie.

À ses côtés, Robert Del-

mas, adjoint à Châteauneuf-sur-Cher, ne décolère pas non plus.

« On nous a promis il y a un an le maintien de la trésorerie de Lignières. La promesse est non tenue. Est-ce que le gouvernement veut faire remonter le Larzac jusqu'à Orléans ? On va encore vers plus de désertification. » L'analyse est partagée par Daniel Detaret, maire de Saint-Hilaire-en-Lignières : « Si

on ne se bat pas, après, ce sera La Poste. Et il ne restera bientôt rien. »

Du côté des fidèles du marché du lundi de Lignières, l'heure est à la résignation. « Ils ont raison de se battre même si c'est sans doute trop tard. Dans nos secteurs reculés, on nous supprime tout. On nous oublie », déplore une retraitée, panier à la main. ■

Valérie Mazerolle

■ JOUET-SUR-L'AUBOIS

La CDC contre la fermeture de la trésorerie

Tous les efforts déployés par les élus de la commune de La Guerche-sur-l'Aubois, de la communauté de communes des Portes du Berry entre Loire et Val d'Aubois sont restés vains.

Étaient montés au créneau le sénateur Rémi Pointereau, président de l'association des maires du Cher et Serge Méchin, conseiller régional et général. Le couperet est tombé, comme stipulé dans l'arrêté du Journal Officiel du 4 décembre : la trésorerie de la Guerche fermera le 31 décembre. Rencontrés dernièrement, Michel Pouillard, président de la communauté de communes Des portes du Berry, entre Loire et Val d'Aubois, et Pierre Ducastel, vice président de la CDC et maire de La Guerche, n'ont pas caché leur colère face à cette fermeture.

Une décision que les deux élus, jugent « inac-

ceptable et brutale. D'autant plus, qu'après que la préfète Catherine Delmas-Comoli, ait reçu Pierre Ducastel, le sénateur Rémi Pointereau accompagné d'Olivier Huraubelle, maire de Cuffy, puis que les maires de la communauté de communes, Des Portes du Berry, entre Loire et Val d'Aubois, aient adressé un courrier à la préfecture mais également à Mme Tréjault, directrice départementale des finances publiques du Cher, qu'ils ont également reçus lors d'une réunion d'information fin septembre 2011, leur demande et leurs arguments n'ont pas été entendus.

Les élus n'ont pas été entendus

« Notre courrier est resté lettre morte, l'audience demandée au Préfet est restée sans réponse. La décision de fermeture était déjà prise depuis longtemps ! », ont déclaré

d'une même voix le président et le vice-président de la CDC.

« Durant de nombreuses années, il nous avait été présenté à nous élus, que la conservation de services publics de qualité et de proximité nécessitait des efforts et qu'il fallait que les collectivités participent à leur maintien. C'est ce qui a été fait, notamment à La Guerche avec la création du relais d'assistantes maternelles, les passeports biométriques et bientôt l'ouverture du relais de services publics... », a déclaré Pierre Ducastel.

S'élevant contre la fermeture de cette trésorerie de proximité qui rend service à la population, aux collectivités territoriales ainsi qu'aux différents syndicats exerçant sur le territoire de la CDC et qui apparaît aujourd'hui comme le symbole de la désertification administrative des zones rurales, les deux

élus n'ont pas manqué de faire part de leur crainte face à l'impact que provoquera le regroupement de la trésorerie de la Guerche à Sancoins sur l'aspect social et humain notamment.

« Sancoins n'a pas encore réussi à absorber le regroupement de Nérondes survenu il y a quatre ans, avec celui de la Guerche maintenant, nous allons, avec certitude, au devant de dysfonctionnements », a affirmé Michel Pouillard, qui note par ailleurs, que : « le transfert de la trésorerie de Sancerques à Baugy, semble avoir créé différents problèmes aux communes concernées ».

Pierre Ducastel, déplore une telle situation d'autant plus que depuis quelques mois : « un réel effort sur le secteur a été fait par le personnel de la trésorerie guerchoise concernant la gestion des dossiers et le recouvrement des impayés. » ■